
Sous la direction de

J.-C. SANCHEZ-ARNAU ET D. DESJEUX

LA CULTURE CLÉ DU DÉVELOPPEMENT



L' HARMATTAN

Le concept de culture dans les projets de développement

Dominique Desjeux

La notion de culture

Pour Malinowski, la culture a une base biologique. Elle est la forme d'organisation que chaque société invente pour satisfaire ses besoins élémentaires. Mais c'est un processus dynamique qui transforme la nature et le niveau des besoins à satisfaire.

Malinowski estime aussi que les besoins culturels sont évolutifs et qu'ils correspondent à trois domaines différents de la réalité sociale : les impératifs instrumentaux, issus d'activités de nature économique, normative, pédagogique et politique; les impératifs intégrants, comme le savoir, la religion et la magie; les activités artistiques et récréatives.

L'évolution de ces besoins sur le plan de la forme et de la quantité démontre les liens directs entre la culture et le développement, puisque ce dernier doit normalement satisfaire les besoins à une étape donnée de l'évolution historique de telle ou telle société.

La culture, au sens anglo-saxon que nous adoptons ici, est donc un tout qui comprend les formes d'organisation sociales, le sens de l'histoire et de la vie ou de la mort, l'utilisation des techniques et la perception ou la conception de l'environnement.

La culture est une totalité évolutive, plus ou moins résistante et plus ou moins adaptée aux problèmes à résoudre; elle est aussi le résultat d'un apprentissage.

Les mécanismes d'apprentissage sont liés à la nature de chaque société et aux problèmes de reproduction sociale qui lui sont propres. Or, on a souvent constaté un antagonisme profond entre les comportements, les connaissances et les mécanismes intellectuels associés à la perception de l'espace et du temps dans les civilisations agraires, et ceux qui existent dans les sociétés industrielles.

Comme le démontre R. Bureau, dans la mesure où les mécanismes intellectuels sont façonnés, dans une civilisation agraire, par une vision globale et magique de l'espace et de l'activité humaine, ils sont inadaptés au dessin industriel et à la mécanique. Souvent, les langues vernaculaires ne possèdent pas les

mots pour dire « devant », « derrière », « au-dessus », « au-delà », et encore moins « horizontal » ou « vertical », etc. Par conséquent, la culture renvoie à un autre type de rationalité et demande un autre type de développement, ce qui ne veut pas dire un développement non industriel ou archaïque.

On a pris l'habitude d'ignorer ces particularités et d'essayer d'imposer le « développement ». Le résultat a été l'acculturation. Celle-ci, c'est-à-dire le choc des cultures, peut provoquer deux formes de réinterprétation par la société touchée : une réinterprétation de la culture interne par rapport à la culture occidentale, ou une réinterprétation de la culture occidentale par rapport à la culture interne. La différence des réinterprétations peut être liée à ce qu'on pourrait appeler les cultures « fortes » ou les cultures « faibles », qui induisent le sens de la réinterprétation. Dans les deux cas, on se heurtera au phénomène de la double appartenance culturelle, avec les conflits psychosociologiques internes qu'il implique. Les cultures ont donc des capacités différentes de résistance, d'agression, de contestation ou d'intégration.

La tendance des projets de développement est plutôt de chercher à normaliser le comportement social à partir des règles de « l'organisation scientifique du travail » ou des modèles d'organisation occidentaux. Or, ceux-ci s'inspirent de postulats sociologiques ou psychologiques selon lesquels il existe une rationalité en soi qui est universelle. Ils supposent notamment que les individus sont d'accord avec les objectifs de cette organisation.

La compréhension des phénomènes culturels et leur intégration dans un projet ou un programme de développement deviennent donc très malaisées, dans la mesure où les décideurs n'appartiennent pas à l'univers culturel dans lequel le projet doit être appliqué.

La dimension culturelle des projets urbains

La culture apparaît comme un concept stratégique au niveau de son utilisation, que celle-ci ait lieu dans un contexte rural, urbain ou industriel. Cependant, les organismes de financement ne prennent pratiquement jamais en compte la dimension culturelle dans les projets urbains ou industriels.

Cette orientation peut signifier soit que le problème culturel ne se pose plus, soit qu'il se pose autrement, de manière plus « faible » ou comme « résistance » au changement.

Dans le cas des projets de développement rural, les objectifs de production doivent passer par des ensembles humains structurés, et donc attachés à des systèmes de valeurs plus ou moins résistants. Dans le cas des projets industriels ou urbains, les objectifs du projet passent par des individus, qui peuvent éventuellement se regrouper dans une association, mais dont l'acculturation, l'individualisation et l'orientation des besoins sont déjà largement dominées par les mécanismes modernes de fonctionnement de l'économie de marché. La dimension culturelle n'apparaît plus comme un tout cohérent, mais semble se réduire soit à un problème de mentalité (capacité de gérer, de faire fonctionner une machine, de planifier ou de prévoir) soit à un problème psychologique de

capacité ou d'incapacité de travailler, etc. En conséquence, les projets industriels et urbains tendent à sous-estimer la dimension culturelle, surtout au niveau mental et au niveau des schémas de raisonnement intellectuel.

C'est pourquoi l'on constate souvent que les projets industriels ou urbains conduisent à des résultats inattendus, par exemple quant à l'utilisation de l'entreprise ou de l'habitat mis en place. Ces résultats procèdent d'une réinterprétation d'un modèle de fonctionnement occidental par rapport à un modèle de fonctionnement plus ou moins traditionnel, lui-même en partie transformé par une acculturation historique de groupe ou individuelle. Ils peuvent tout simplement conduire à des échecs au niveau des techniques de gestion des entreprises, par exemple à une non-utilisation des réseaux d'assainissement ou des infrastructures publiques, etc.

Les réinterprétations, les conséquences inattendues et les échecs, tout cela démontre encore une fois qu'une technique n'est pas neutre et qu'elle renvoie à un mode d'organisation social et à un système de valeurs qui entrent partiellement ou totalement en contradiction avec les conditions locales.

Viviane Serre s'est intéressée à l'évolution d'un lotissement situé dans un quartier de Dakar, au Sénégal. Ce projet avait pour but de fournir, à partir de 1961, des logements décents à caractère social grâce à un taux d'intérêt immobilier faible. Aujourd'hui, les taux étant plus élevés, les habitations sont occupées en location-vente par une catégorie sociale composée de moyens et de hauts fonctionnaires.

Le plan de lotissement avait été conçu « au carré », suivant les normes de l'organisation urbaine française, sans tenir compte ni des règles de fonctionnement, et donc des flux humains et de la vie sociale, ni des services élémentaires, tels que les commerces, nécessaires à la vie en ville. On voulait conserver un aspect résidentiel au lotissement.

Les logements eux-mêmes comportent de deux à trois pièces, de trois mètres sur quatre environ. Ils ont pour la plupart un petit jardin et un garage.

Les conséquences inattendues du projet sont assez importantes pour montrer que la dimension culturelle joue un rôle dominant dans des modèles d'habitation réinterprétés suivant les normes africaines.

Tout d'abord, les maisons, construites en fonction de la taille d'un ménage européen de quatre à cinq personnes, sont occupées par six à quinze personnes. Le nombre de personnes n'est pas proportionnel à la surface habitable, mais au revenu du propriétaire, qui est souvent un fonctionnaire. On retrouve là le fonctionnement classique de la logique lignagère suivant laquelle les aînés sociaux doivent aider leurs cadets.

Toutes les maisons étudiées par V. Serre ont été transformées ou étaient en voie de l'être non seulement pour des raisons d'ordre démographique, mais aussi pour des raisons sociales. Le terrain a fini par être entièrement occupé par de nouvelles pièces :

La plupart des habitants des maisons ont ajouté à la cuisine européenne une cuisine extérieure pour faire la cuisine au charbon de bois. L'avantage de ce type de cuisine est double, car le charbon de bois est économique et la pièce est assez grande pour qu'on puisse y préparer des repas pour une

nombreuse maisonnée. Le fait que la cuisine soit extérieure permet à la fois de surveiller les enfants dehors et d'en faire un lieu de réunion pour les femmes.

Les « salons » ont été agrandis afin d'augmenter la surface disponible pour les discussions de groupe.

Les chambres se sont multipliées; ce ne sont pas des espaces à usage individuel, mais des endroits pour dormir interchangeables.

Enfin, les garages ont été utilisés pour créer des boutiques tenues par des Maures (commerçants mauritaniens) ou des tailleurs sénégalais, malgré l'interdiction officielle d'affecter le garage à un tel usage.

Cette restructuration de l'habitat reflète une conception communautaire de la vie sociale. Le plan initial ne correspondait pas aux besoins sociaux et ignorait les schémas culturels de ses bénéficiaires.

Les projets de développement rural

La plupart des projets de développement intéressant la paysannerie ont pour principaux objectifs, selon le document de présentation, d'« améliorer les conditions de vie des paysans » et d'« augmenter les revenus ». Pour le reste, il n'est question le plus souvent que des problèmes techniques à résoudre afin d'augmenter la production et des problèmes d'organisation propres à la société d'intervention et aux experts, aussi qu'à leurs relations avec l'administration.

L'important, ce ne sont pas les textes et les discours, mais la pratique et le contenu réel des projets, qui feront apparaître leur rationalité et leur véritable dimension culturelle.

LA RATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS PAYSANNES

Prendre en compte la dimension culturelle des moyens du développement revient à reconnaître que le comportement du paysan est logique et rationnel. Cela ne veut pas dire qu'il existe dans le système traditionnel un équilibre harmonieux qui serait rompu par le « progrès » et la technique. Au contraire, la rationalité paysanne est dynamique, conflictuelle et contradictoire.

Elle prend trois formes qui apparaissent à la fois comme des contraintes et des potentialités : l'écosystème (l'environnement naturel); l'agrosystème (les méthodes de culture, d'élevage, de pêche ou de chasse); le système socio-économique (les rapports sociaux de production, de reproduction et d'échanges, qui renvoient au système de décision institutionnelle, aux stratifications sociales et au système de représentation du monde).

Trois variables principales interviennent dans ce contexte : la propriété foncière en tant que moyen de production; l'énergie humaine en tant que force de travail; la circulation des biens produits par la société paysanne.

Les niveaux d'analyse de ces variables déterminent un mode d'action qui entraîne un certain nombre de stratégies paysannes vis-à-vis des projets de développement.

Les civilisations agraires ont une caractéristique fondamentale : l'incertitude de la production agricole, en raison du climat notamment, et celle de la reproduction sociale, en raison des problèmes de santé.

Cela se traduit par des rapports de pouvoir construits autour d'une zone d'incertitude à travers le contrôle de la « magie », qui est le moyen de réduire cette incertitude.

Il en résulte un comportement social plus orienté vers la prévoyance que vers la prévision, c'est-à-dire vers une action sur l'incertitude. A ce comportement est lié en partie le fait qu'une accumulation simple est préférée à une accumulation élargie.

Aussi les sociétés paysannes appliquent-elles des stratégies qui réinterprètent les objectifs des projets de développement dans le sens d'une réduction des incertitudes, quand cela est possible.

Reconnaître la dimension culturelle revient donc en partie à tenir compte de cette incertitude et à tenter de la transformer ou de la réduire, au lieu de l'augmenter.

Or les projets tendent souvent à renforcer cette incertitude parce qu'ils enlèvent à la paysannerie une part importante de son contrôle sur ces conditions de production et de reproduction, et par conséquent diminuent sa capacité de prévoyance. Cela est encore aggravé par l'instabilité des prix et l'irrégularité des fournitures et de l'écoulement des produits.

L'échec de certains projets est donc lié au fait qu'ils augmentent l'incertitude des paysans. Une autre cause d'échec est que ces projets ne tiennent pas compte des conceptions locales de la terre et de ses diverses fonctions.

LA TERRE EN TANT QUE BASE DES RELATIONS SOCIALES

La terre ne peut pas être réduite à son aspect productif ou juridique. C'est un ensemble complexe lié à un écosystème, à des techniques de gestion du sol, à des rapports sociaux, au sacré et aux ancêtres. Elle exprime une rationalité paysanne, c'est-à-dire un ensemble de liens, d'équilibres ou de déséquilibres qui se sont établis entre l'homme et la nature et entre les hommes eux-mêmes, dont la survie est tributaire de la terre.

Prenons le cas des hauts plateaux de Madagascar. Autour des villages, il y a trois zones de terre : le sommet du plateau, couvert de savanes herbacées ou d'eucalyptus qui retiennent le sol; les pentes, souvent en terrasses, avec des cultures sèches : maïs, manioc doux, pomme de terre, arbres fruitiers et ananas (parfois, une porcherie voisine avec ces cultures); les terres plates, avec des cultures irriguées et des rizières formant un damier de petites parcelles entourées de diguettes de terre. Les rizières sont elles-mêmes divisées en pépinières, en rizières cultivées et en parties abandonnées.

Il n'existe pratiquement pas de jachère pour les rizières, contrairement à ce qui se passe pour les cultures itinérantes de forêt. Le sol est occupé au maximum. A Andina, près d'Ambositra, où une vallée forme un véritable cirque tout en terrasses irrigué par gravitation, l'homme semble avoir tiré le maximum de la gestion de son sol et seules des technologies nouvelles

— applications de l'hydraulique, amendement, cultures sèches ou élevage associé — peuvent transformer le rendement de sols déjà très sollicités.

La terre ne pose pas seulement des problèmes techniques : elle détermine des rapports sociaux. Les hommes ont créé des liens entre eux pour la cultiver et la mettre en valeur.

Les hommes et les femmes des hauts plateaux sont regroupés dans des communautés villageoises (*fokonolona*). Leur installation dans un village obéit à trois critères : la « caste » au sens large, la famille et ses alliés, et la résidence. A chaque *foko* (lignage familial) correspond une terre. Il n'existe donc pas de propriété individuelle.

Chaque individu appartient à deux lignages, mais avec une dominante patrilinéaire. C'est à travers les liens de parenté qu'un individu a accès à la terre. Dans la pratique, ces liens sont soumis à de nombreuses manipulations qui permettent à un individu de se rattacher à tel ou tel lignage et donc à une terre.

Le chef de lignage joue un rôle clef. C'est lui qui établit, avec l'ensemble de la communauté, les règles d'accès à la terre. Mais comme la terre est une propriété collective, il n'en est que le gestionnaire. La famille, sous la direction du chef de lignage, est donc le cadre privilégié dans lequel un individu peut cultiver une rizière.

En dehors de l'héritage familial, l'accès à la terre peut se faire par alliance, par don familial, par gage (*petrabola*) ou par achat.

La vente d'une terre illustre bien la complexité du problème foncier. La décision de vendre ne peut jamais être individuelle. Il faut réunir un conseil de famille. On ne vend que si tout le monde est d'accord. La terre, répétons-le, est une propriété collective.

On ne vend pas non plus à n'importe qui. En général, on évite de vendre à des étrangers. La famille ou les alliés détiennent une sorte de droit de préemption, pour que la terre « reste dans la famille ». La terre n'est donc pas libre au sens du droit et de l'économie de marché occidentaux.

Pourquoi vend-on la terre ? Le plus souvent, c'est pour financer des cérémonies telles que le retournement des morts, qui renforce le lien entre la terre et les ancêtres ; éventuellement, on rachètera la terre plus tard.

Ainsi, la terre est beaucoup plus soumise à la logique familiale qu'à l'économie de marché ou à la gestion de coopératives qui supposent des rapports égaux entre leurs membres.

Propriété collective et hiérarchique, la terre n'est « libre » ni pour l'économie de marché ni pour une socialisation du sol, malgré la très forte inégalité qui règne entre les lignages ou les individus dans la répartition des surfaces cultivables.

L'inégalité foncière dépend en partie du système des castes. De nombreux paysans sans terre sont d'anciens esclaves. Toutefois, dans certains cas, le développement de l'économie de marché a permis à d'anciens esclaves d'acheter des terres grâce à l'argent qu'ils avaient gagné à titre de salaire. La terre ainsi acquise est aussitôt soumise à la logique familiale et ne devient pas une propriété individuelle.

Il existe donc un problème d'inégalité foncière, auquel les coopératives doivent souvent faire face. Ce problème est d'autant plus difficile à résoudre que la remise en cause de l'inégalité se heurte aux rapports de pouvoirs en place et que ceux-ci se fondent sur les liens que la terre entretient avec les ancêtres.

Selon la tradition malgache des hauts plateaux, la terre est à la fois une mère et une divinité. Elle « entoure les morts » et fait vivre les vivants. Elle forme le lien entre les vivants et les morts, ceux-ci étant les garants de la survie du groupe qui se nourrit de la terre.

Le *famadihana*, ou retournement des morts, est la cérémonie qui, au son des tambours, des flûtes et des bandonéons, renforce la cohésion des membres de la famille entre eux et avec les ancêtres. Le *lambamena* neuf symbolise la réactualisation sans cesse renouvelée de cette alliance. Si une famille n'a pas célébré depuis longtemps (six à dix ans) la cérémonie du retournement des morts, les ancêtres peuvent apparaître en rêve aux vivants la nuit et leur « tirer les pieds » pour les rappeler à l'ordre.

Quand un lignage acquiert une terre, il offre une cérémonie aux « génies » de la terre pour s'assurer leur protection contre les mauvaises récoltes.

Là où est la terre, là est la tombe. Celle-ci est le signe visible de l'invisible auquel appartient la terre qui nourrit les vivants. La terre n'est pas neutre. Elle renvoie aux rapports avec les ancêtres dont les chefs de lignage sont les médiateurs sur la terre.

Ce rapport religieux avec la terre n'est pas un simple attachement sentimental, ni même une coutume exotique irrationnelle et obscurantiste; il s'agit d'une expérience quotidienne, celle de la condition fondamentalement incertaine et précaire de la paysannerie, qui caractérise de nombreuses sociétés agraires d'Afrique.

Le culte des ancêtres, l'importance de la tombe et du *famadihana*, les pouvoirs civils et religieux des chefs de lignage jouent le rôle de réducteurs des incertitudes ou « d'assurance tous risques ». Mécontenter les ancêtres ou les *rayamandreny* (les anciens) peut compromettre la survie du groupe tout entier, aussi inégalitaire et hiérarchique soit-il.

Dans une société agricole, la perpétuation d'un groupe dépend de la santé, de l'énergie humaine et du climat. Les incertitudes climatiques, les maladies, les innovations techniques, la remise en cause du système foncier apparaissent comme des dangers qu'il faut conjurer sous peine de mort.

Par conséquent, tout projet de développement relatif au problème foncier doit tenir compte de facteurs tels que les différenciations sociales et l'inégalité d'accès à la terre, ainsi que de la nature « mystique » de la terre, et du faible équilibre écologique lié aux systèmes de production traditionnelle.

L'ambivalence de la culture

On a l'habitude de dire que si un projet de développement a « échoué », c'est qu'il n'a pas tenu compte des variables qualitatives, c'est-à-dire de la culture dans son sens le plus large, et que les modèles culturels, les traditions ou les

comportements irrationnels limitent l'introduction des innovations technico-économiques rationnelles et de portée universelle.

Du côté des pays bénéficiaires, la revendication culturelle ne se voit pas toujours accorder la priorité. Souvent, une alliance de fait s'établit entre les décideurs nationaux et internationaux pour ne pas aborder ce problème et pour s'en tenir aux sujets techniques et économiques. On constate cependant l'émergence du culturel à propos d'un certain nombre de thèmes tels que le sentiment national, l'Islam ou l'authenticité en Afrique. La dimension culturelle est alors utilisée comme une idéologie mobilisatrice pour construire ou renforcer le sentiment national contre les mouvements centrifuges des minorités nationales ou des groupes sociaux défavorisés.

On s'aperçoit donc que le thème de la culture n'est pas neutre, puisqu'il pose le problème du sens du développement, alors qu'il est souvent réduit à un moyen de développement. Il possède une dimension politique qui est en fait un thème passionnel difficile à réduire à son seul niveau instrumental.

C'est aussi un thème stratégique, car sa prise en compte dans les projets de développement représente un enjeu entre les différentes forces sociales, nationales et internationales.

La culture renvoie donc aux rapports de pouvoir qui structurent les relations internationales et les différenciations sociales ou régionales particulières à chaque pays.

L'ambivalence du thème culturel peut se traduire ainsi :

Pour les pays donateurs, l'intégration de la dimension culturelle est-elle un nouveau moyen de faire passer leurs modèles de développement et donc de masquer les causes du sous-développement, ou bien représente-t-elle un renversement de la problématique des projets pour mieux les adapter aux cultures nationales, régionales ou sociales ?

Pour les pays bénéficiaires, la revendication culturelle est-elle seulement un moyen de mobiliser les forces sociales nationales, en occultant les divergences internes, ou est-elle un moyen de créer une nouvelle politique de développement faisant appel aux ressources humaines, techniques et naturelles qui existent sur leur territoire ?

Le problème du rapport entre la culture et le développement dépasse la dimension purement instrumentale de la culture et s'exprime de la manière suivante : qui devraient être les décideurs du projet de développement ? qui peut décider légitimement de ce qui doit être conservé ou transformé dans le patrimoine culturel ?

La culture est aussi liée à la stratification sociale et à la place des décideurs dans cette stratification. La conservation ou l'élimination de telle ou telle forme culturelle peut donc être liée aux intérêts autour desquels se structurent les rapports de pouvoir dans un sens aussi bien passéiste que moderniste. Cela explique, par exemple, la complexité du cas iranien.

Dans ces conditions, la culture peut se transformer en idéologie dominante, dans le cadre des contradictions sociales, de l'antagonisme ville-campagne ou pays développés-pays en développement.

Si la culture apparaît bien comme une spécificité de chaque société, elle apparaît aussi comme liée aux rapports de pouvoir.

La culture est donc ambivalente, puisqu'elle est un instrument à la fois de libération et de domination. En ce sens, elle est bien un concept stratégique dont il est difficile d'esquiver la dimension politique. La question n'est pas seulement de savoir comment intégrer la culture dans les projets, mais de savoir de qui prendre en compte la culture, et pour quel objectif.

En tout cas, il est clair que le fait d'avoir ignoré la dimension culturelle du développement, en laissant de côté la culture des populations ou des groupes humains concernés par les projets de développement, a souvent été la cause de leur échec.

Mais plus encore, avoir fait du « développement » le moyen de transmission privilégié de la « culture occidentale » a très souvent été à l'origine du processus d'acculturation qui sévit dans beaucoup de pays du Tiers Monde et qui explique aujourd'hui des réactions ayant un coût politique et social élevé.

La prise en compte de la dimension culturelle ne signifie pas seulement l'adjonction d'un « supplément d'âme » — pour reprendre l'expression de Bergson — aux projets. Elle nécessite une réflexion à la fois sur la logique des projets de développement rural et sur celle des sociétés bénéficiaires. Cela veut dire qu'il faut s'interroger sur les projets eux-mêmes et sur leur dimension culturelle, alors que jusqu'ici ils étaient considérés comme neutres et universels.

Il est donc nécessaire de concevoir des approches nouvelles pour prendre en compte la dimension culturelle, en termes de système, de stratégie et de rapports de pouvoir. Ces méthodes permettraient de repenser la façon dont les projets sont construits, produits, décidés, puis appliqués, et donc leurs limites et leurs « échecs », autant du point de vue des décideurs internationaux que du point de vue des populations concernées.